

A. Losovsky

**Que signifie militer dans les
syndicats ?**

**(À propos du Ve congrès de l'Internationale syndicale
rouge)**

L'Internationale communiste
**(Organe du Comité exécutif
de l'Internationale communiste)**
année 1930, p. 1022-1031

Ce texte précède de deux mois le 5e Congrès de l'Internationale syndicale rouge, congrès qui se tient en septembre 1930.

Il peut paraître étrange de poser cette question après onze années d'existence de l'I.C. et à la veille de la dixième année de l'I.S.R. Cette question n'a-t-elle pas été assez débattue ? Toutes les résolutions votées par l'I.C. et l'I.S.R. au cours de toutes ces années ne sont-elles pas suffisamment nettes ? Y a-t-il lieu de poser, à la veille de la dixième année de l'I.C., une question aussi élémentaire et depuis longtemps résolue ? - se demanderont de nombreux communistes qui croient savoir ce que signifie militer dans les syndicats. Pour la justifier, je dirai simplement que l'exemple de bon nombre de pays démontre à quel point les adeptes de l'I.C. et de l'I.S.R. se sont encore peu assimilés cette question. L'expérience a d'ailleurs montré que beaucoup de malentendus, voire de controverses, découlent de la façon différente qu'on a de comprendre cette question à première vue élémentaire, mais au fond capitale. On devra peut-être répéter certaines choses connues, mais s'il y a lieu de le faire, ce sera pour la simple raison que tout ce qu'a écrit l'I.C. et l'I.S.R. n'est pas mis en application ou n'est pas appliqué de la manière indiquée par elles. Voilà pourquoi nous devons traiter cette question et voir si, effectivement, tout est aussi simple et clair que d'aucuns le croient. Il n'y a pas un parti communiste qui ne se soit rendu compte de l'importance des syndicats. C'est ce qui explique qu'à tous les congrès de l'I.C. et des partis communistes cette question fasse l'objet d'une si grande attention. Et c'est très naturel, puisque poser la question de l'action dans les syndicats, c'est poser la question de la liaison avec les masses. Or, dans la mesure où la conquête de la majorité de la classe ouvrière est le problème stratégique central de tout parti communiste, la question de l'action dans les syndicats ne cesse de se poser et fait l'objet, chaque année, de résolutions particulières. Il y a même des centaines de résolutions où le pourcentage de l'action dans les syndicats est précisée. L'on tombe souvent sur une résolution qui dit que l'on doit accorder 50, 75, 95 % d'énergie, ce que l'on doit faire, comment le faire et quels sont les efforts que nous attendons de tout bon militant communiste. C'est pour nous tous une vérité élémentaire que nous sommes tout d'abord communistes, et ensuite militants syndicaux. C'est l'évidence même que l'action syndicale est, au fond, une action politique mais d'un autre côté l'action politique à l'intérieur et au dehors des syndicats, tout en poursuivant un seul et même but, n'est pas accomplie par des méthodes identiques. S'il en était autrement, il n'y aurait pas à proprement parler de différence entre l'action syndicale et l'action politique générale. Voilà pourquoi j'entends examiner ce que doit être l'action syndicale d'un communiste et de quelle façon une simple action de ce genre devient une action politique primordiale pour tout parti communiste. Militer dans les syndicats, cela veut dire militer parmi les syndiqués. Déjà au IV^e congrès de l'I.S.R., il y avait des camarades qui prétendaient que par conquête d'un syndicat il fallait entendre la conquête de l'appareil syndical. Ce point de vue est relégué aux archives et aujourd'hui, surtout après les décisions de la Xe session du comité exécutif de l'IC, la cause est entendue. Militer dans les syndicats signifie militer parmi les membres de ces organisations.

Mais cette formule générale demande à être expliquée. Quel que soit le syndicat que nous prenions, révolutionnaire ou réformiste, « Hirsch- Duncker »¹ ou chrétien - il se compose de syndiqués et d'un appareil administratif élu. Les syndiqués se trouvent dans les entreprises,

1. Syndicat d'orientation libérale en Allemagne.

l'appareil des syndicats généralement en dehors. Cela est vrai pour tous les syndicats, sauf pour les syndicats soviétiques, qui sont construits sur la base des comités d'usine. Il n'y a qu'en U.R.S.S. que les cellules de base des syndicats se trouvent dans les entreprises. Dans tous les autres pays, le syndicat a, dans les entreprises, soit des mandataires, soit des collecteurs de cotisations, soit des délégués spéciaux. Tous ces fonctionnaires qui représentent le syndicat dans l'entreprise, sont dans certains cas élus, dans d'autres nommés; mais un point commun à tous les syndicats c'est que la masse des syndiqués se trouve dans les entreprises. Aussi bien, militer dans les syndicats signifie avant tout et surtout militer dans les entreprises. Cela s'applique absolument à tous les pays et à tous les syndicats, quel que soit le nombre d'ouvriers syndiqués et la structure des syndicats. Il n'y a pas de pays au monde où cette règle fondamentale ne soit applicable. Encore une fois : militer dans les syndicats signifie avant tout et surtout militer dans les entreprises. Quel est le caractère que revêt le syndicat en dehors des entreprises ? Dans les pays capitalistes et dans les pays coloniaux les syndicats ont au suprême degré un caractère mixte. Il y a très peu de syndicats strictement d'industrie et beaucoup de syndicats à moitié d'industrie et étroitement corporatifs; au demeurant, les syndicats révolutionnaires ne se sont pas sensiblement différenciés, au point de vue structure, des syndicats réformistes. Il est vrai que ceux-là sont en voie de réorganisation, mais elle est loin d'être achevée. Or, ce qui constitue principalement le trait commun du mouvement syndical de tous les pays, c'est que les organes syndicaux sont construits par division territoriale. Même lorsqu'il y a dans les entreprises des collecteurs de cotisations, des mandataires ou des délégués, ce n'est pas l'entreprise qui constitue la base du syndicat, mais l'organisation de rayon ou de ville, laquelle a pour tâche de grouper les ouvriers d'une profession donnée ou d'une industrie d'un rayon déterminé. Le syndicat ne va pas à l'ouvrier dans l'entreprise, mais cherche à attirer l'ouvrier dans son organisation locale ou son organisation de rayon. De cette façon, le syndicat voit sa base s'évanouir, l'ouvrier étant tiré de son entreprise et fréquemment obligé de réagir devant tel ou tel événement en dehors de tout lien avec ses camarades d'industrie. L'I.C. et l'I.S.R. cherchent à réorganiser les syndicats révolutionnaires aussi bien que l'opposition syndicale de manière que les organes de base essentiels se trouvent directement dans l'entreprise. Toutes deux partent de cette considération que ce n'est que de cette façon que l'on peut attirer des couches importantes d'ouvriers dans la lutte, et faire de chaque entreprise un instrument sérieux d'offensive contre l'ennemi de classe.

* *
*

Dire que 99 % de notre action syndicale doivent s'accomplir dans les entreprises, c'est encore loin de tout dire. Pour nous, communistes, le tout n'est pas de jeter toutes nos forces dans les entreprises, l'essentiel est de savoir comment y militer et en quoi doit consister notre action syndicale communiste, car c'est là le nœud de toute notre politique syndicale. Ainsi quel doit être le contenu de notre action dans les entreprises ? De multiples faits tirés de l'activité des communistes dans tous les pays, à commencer par les grands pays capitalistes pour finir par les pays coloniaux montrent que sous ce rapport, il existe deux dangereuses déviations. Celles-ci se traduisent par les deux formules suivantes :

1. Je suis un militant syndical, c'est pourquoi je ne dois m'occuper que des questions syndicales;

2. je suis communiste et, dès lors, je ne dois m'intéresser qu'à la révolution mondiale.

Le moins qu'on puisse dire c'est que les représentants de ces manières de voir sont de mauvais communistes car ils ne comprennent pas l'a-b-c de l'action bolchevik dans les masses; la force du bolchevisme a toujours été de savoir organiser les classes sur la base de leurs revendications et de leurs besoins quotidiens et combiner ces revendications avec la lutte pour les buts finaux. Celui qui détache les revendications partielles du but final, celui qui dit : ou les buts finaux ou les revendications partielles, va à l'encontre de toutes les résolutions de l'I.C. et de l'I.S.R. À vrai dire, l'entreprise capitaliste actuelle représente un nombre important d'ouvriers peu conscients, dévoyés par l'idéologie bourgeoise, la théorie et la pratique social-fascistes. C'est pourquoi un militant communiste d'une entreprise doit, tout d'abord, se baser sur ce qui existe. Il faut prendre les ouvriers tels qu'ils sont et mener son activité syndicale de façon à les pousser en avant. Comment le peut-on ? Par une action politique pure ? Pas le moins du monde. Le militant communiste d'une entreprise doit être, avant tout, un baromètre; il doit sentir battre le pouls des masses, il doit savoir à chaque instant ce qui tourmente les masses, ce qui les intéresse par-dessus tout, il doit savoir réagir avec habileté devant les problèmes de la vie pratique et les questions quotidiennes qui sont les plus discutées dans l'entreprise : salaires, protection du travail, nouvelles méthodes d'exploitation, accidents du travail, avaries, chômage, fermeture des entreprises, entreprises sportives du patronat, etc. - autant de problèmes qui font l'objet des conversations dans les entreprises. Mauvais communiste, celui qui ne sait pas exploiter chaque fait de ce genre, le généraliser et en tirer une conclusion; mauvais communiste, celui qui ne sait pas se mettre à la tête de tout mécontentement dirigé contre les patrons; mauvaise cellule, celle qui, s'enfermant dans les grandes questions, ne voit pas ce qui se passe dans les couches inférieures, qui ne remarque pas le mécontentement, qui ne s'intéresse pas aux discussions qui ont lieu parmi les ouvriers, mais qui plane dans les nuées de la politique pure. Il faut savoir prendre la tête de tout mécontentement, grouper les ouvriers des différentes catégories, les femmes, les jeunes, les non qualifiés, les qualifiés - les grouper sur les mêmes revendications communes et savoir chaque fois rattacher ces questions isolées aux questions générales (situation dans la classe ouvrière dans le dit pays, état de la législation sociale, fonction des social-fascistes dans l'appareil de l'État bourgeois, aide économique et politique de l'État bourgeois au patronat, etc.). Voilà ce qui, pris ensemble, donnera une véritable action syndicale.

Le caractère et la méthode de notre action changent selon que, dans un pays donné, il existe des syndicats révolutionnaires indépendants ou que les adeptes de l'I.S.R. sont encore dans les syndicats réformistes. Et là je voudrais montrer par un exemple à quel point les partisans de l'I.S.R. et de l'I.C. ne savent pas encore militer dans les syndicats. On sait que les organisations réformistes s'efforcent de conclure des conventions de longue durée avec les patrons pour tous les ouvriers d'une industrie donnée (Allemagne, Angleterre, États-Unis, Autriche, Suède, Danemark), Partout où il y a des syndicats qui groupent d'importantes masses d'ouvriers, il existe un grand nombre de tarifs qui régissent les conditions de travail pour une longue durée. Que font les adeptes de l'I.S.R. dans les entreprises de ces pays pour faire avorter la politique de tarifs des réformistes ! Où et quand nos partisans ont-ils engagé une action sérieuse dans les entreprises contre les tarifs centralisés conclus à l'insu des ouvriers ? Où et quand les communistes, avant que ces tarifs n'arrivent à expiration, ont-ils pris l'initiative de rompre les anciens contrats et d'en faire conclure de nouveaux par les ouvriers eux-mêmes ? Je ne me tromperai pas si je dis que des

actions de ce genre sont très peu nombreuses. Il y a des camarades qui considèrent cette action comme trop élémentaire. Nous faisons de la politique, que les réformistes s'amuse à conclure des contrats collectifs ! D'autres prétendent que la conclusion d'un contrat collectif nous intéresse peu puisque nous sommes partisans du mouvement inter-tarifaire. Mais ce ne sont là que des mots, une façon de se débarrasser d'une question sérieuse: Si un contrat collectif n'englobait que des communistes ou des sympathisants, le problème serait très simple. Or, les contrats collectifs conclus par les syndicats réformistes règlent les conditions de travail non seulement des organisés, mais aussi des inorganisés. Derrière le syndicat réformiste il y a les patrons et l'État bourgeois et là le verbalisme est tout particulièrement déplacé. Dire que cette question nous intéresse peu - et laisser les réformistes se casser la tête là-dessus, c'est vouloir éterniser l'influence des réformistes dans les entreprises. Certes, les questions de travail sont très complexes et on ne peut s'en tenir là à quelques formules. Il faut connaître l'état de l'entreprise et de l'industrie données, il faut savoir établir des revendications, savoir les expliquer, savoir gagner la majorité des ouvriers, en un mot savoir diriger et obtenir que les masses défendent nos revendications et non les revendications réformistes. Cela n'est pas facile. Mais sans cela tous nos discours sur l'action syndicale ne valent pas le manche d'une étrille. On peut adopter cent résolutions et préciser en pour-cent la quantité d'énergie que l'on doit dépenser pour l'action dans les syndicats, si nous n'avons pas de cadres capables de faire cette simple et élémentaire besogne dans les entreprises, les communistes n'arriveront pas à conquérir les larges milieux ouvriers. Dans le meilleur des cas, l'ouvrier du rang, même s'il est sympathisant, se dira : « tant qu'il s'agira de salaires, je soutiendrai les réformistes, quand il s'agira de la révolution, j'irai avec les communistes ».

* *
*

J'ai dit que militer dans le syndicat signifie militer dans l'entreprise, savoir généraliser les incidents quotidiens d'une entreprise donnée et amener les ouvriers aux problèmes sociaux d'un caractère général. Dans les pays où l'écrasante majorité des ouvriers est inorganisée, il est tout naturel que le centre de gravité de notre action doit se situer parmi les inorganisés, car nous devons les entraîner dans les batailles contre les patrons et l'État bourgeois. Dans les pays où la majorité des ouvriers est organisée, le centre de gravité de notre action doit être situé, cela va sans dire, dans les syndicats. Pour les pays qui ont un fort mouvement syndical réformiste, le fait de démasquer le rôle des social-fascistes à l'intérieur des entreprises et au dehors a une importance particulière. Tant que nous n'aurons pas démasqué les social-fascistes aux yeux des ouvriers, tant que nous ne pourrons pas démontrer à tout ouvrier que la politique social-fasciste le frappe sur le terrain économique comme sur le terrain politique et que le « social-fascisme est l'aile modérée du fascisme » (Staline), nous ne parviendrons pas à prendre la tête d'un mouvement débutant dans une entreprise donnée. Si nous arrivons à prendre la tête d'un mouvement quelconque, il pourra échouer très vite si nous n'avons pas réussi à extirper l'influence du social-fascisme. Mais comment combattre le social-fascisme dans les entreprises ? Ce serait commettre une grosse erreur que de représenter le social-fascisme comme existant uniquement dans les sphères supérieures de la social-démocratie et pas du tout dans les entreprises. Dès lors, nous ne pourrions pas expliquer comment les partis social-fascistes mettent leurs directives en application

dans les entreprises, comment ils font avorter les grèves, comment ils obtiennent des voix aux élections législatives et municipales, comment les social-fascistes réussissent à entraîner derrière eux une partie des ouvriers, voire à faire de ceux-ci des briseurs de grève. Les représentants des partis social-démocrates, les cellules social-démocrates dans les entreprises - tout cela forme le mécanisme qui transmet les directives des organismes centraux à l'entreprise. Et c'est pourquoi nous devons mener dans l'entreprise même une lutte acharnée contre les fonctionnaires social-fascistes et les ouvriers qui se font les agents de la politique social-fasciste. En l'espèce, la tâche doit consister à déterminer une scission entre la masse ouvrière et l'actif² social-démocrate de manière à dresser les ouvriers social-démocrates du rang contre la trahison de leur parti, à amener les ouvriers du rang qui marchent encore derrière le Parti social-démocrate contre ceux qui défendent dans l'entreprise une action politique et économique de briseurs de grève. Ce n'est que de la sorte que l'on pourra isoler des masses les fonctionnaires social-démocrates syndicaux, que l'on pourra enfoncer un coin entre l'appareil syndical et les syndiqués, que l'on pourra discréditer complètement la social-démocratie là où elle dispose encore de sérieux points d'appui.

Mais pour soulever la masse contre l'actif social-démocrate, pour isoler des masses des masses ouvrières les agents du social-fascisme, il faut savoir appliquer habilement la tactique du front unique dans l'entreprise même. Qu'entend-on par front unique dans l'entreprise ? Le front unique avec les fonctionnaires social démocrates, avec les représentants de la bureaucratie syndicale réformiste ? Nullement. Le front unique dans l'entreprise ne doit pas être un accord dans la coulisse entre fonctionnaires communistes et fonctionnaires social-démocrates en vue de la répartition des sièges, un pacte de non-agression entre réformistes et communistes, un juste milieu entre le communisme et le réformisme. Le front unique doit avoir un contenu de classe et être dirigé contre la classe qui nous est ennemie. Tout autre front unique se retourne (comme l'expérience l'a montré en Allemagne) en front unique contre le Parti communiste. Le front unique dans l'entreprise, c'est le front uni des ouvriers de toutes les tendances contre la bourgeoisie, contre « l'actif » social-démocrate, contre la bureaucratie syndicale réformiste et ses représentants, c'est une action inlassable et constante pour isoler complètement ces éléments des masses ouvrières.

Le front unique dans l'entreprise peut dans certains cas entraîner également quelques fonctionnaires inférieurs de la social-démocratie, mais il est vraisemblable que cela se produira que lorsqu'en menant une lutte dans les masses, nous aurons gagné la masse; à ce moment ces fonctionnaires, pour ne pas perdre leur influence, seront prêts à se mettre à la tête du front unique pour le trahir à la première occasion. Cela ne veut pas dire que tous jusqu'au dernier, les fonctionnaires social-démocrates de la base soient des éléments perdus. Nullement. Un certain nombre d'entre eux nous rejoindra, mais nous n'obtiendrons ce résultat qu'en menant une lutte acharnée contre leur politique social-démocrate et en sapant leur influence dans les masses. Dès lors, la tâche consiste non pas à entraîner les fonctionnaires social-démocrates dans un front unique mais à y entraîner la masse ouvrière, à la conquérir, à l'organiser sur une plate-forme de classe. C'est à ce moment que les petits fonctionnaires des partis social-démocrates et des

2. Ensemble des militants responsables.

syndicats réformistes, obligés de choisir entre l'appareil syndical et la masse, pourront, dans certains cas, choisir la masse.

On ne peut entraîner les ouvriers du rang qui marchent encore derrière la social-démocratie qu'en les persuadant, car la majorité de ces ouvriers sont des égarés de bonne foi. Cela veut dire que l'on ne doit pas élever dans les entreprises de barrière artificielle entre les ouvriers social-démocrates du rang, les ouvriers sans-parti et les ouvriers communistes. L'isolement artificiel des cellules communistes et de leurs membres peut, dans le meilleur des cas, aboutir à un état stationnaire de nos cellules. Si l'on veut que nos cellules grandissent, se développent, s'entourent de sympathisants, il faut être en contact constant avec la masse ouvrière au milieu de laquelle on se trouve. Ce contact ne peut être obtenu que si les cellules manifestent de l'initiative dans toutes les questions qui tourmentent les ouvriers. Il faut savoir gagner les ouvriers par la persuasion. Cela ne signifie en aucune façon que l'on doive atténuer la lutte contre les éléments actifs de la social-démocratie dans l'entreprise. Bien au contraire. Cela signifie que l'on doit mener une lutte acharnée contre les fonctionnaires et mandataires social-démocrates, contre l'actif social-démocrate, mais cette lutte, doit aller de pair avec un travail d'éclaircissement plus opiniâtre, plus acharné dans les masses. On ne peut imposer aux ouvriers ni ses convictions, ni sa tactique, on peut seulement tâcher de les convaincre: C'est pourquoi on ne doit ni pousser par force les ouvriers à la grève, ni saboter les réunions ouvrières.

Nous avons plus d'intérêt à nous tenir sur le terrain de la démocratie prolétarienne et à stigmatiser ceux qui l'enfreignent. Pour le moment, nous formons dans la majeure partie des entreprises une minorité, la plupart du temps semi-légale ou illégale, et dans ces conditions l'obstruction, les méthodes de commandement à l'égard des ouvriers du rang social-démocrates qui marchent derrière les social-démocrates, les catholiques, etc., sont particulièrement dangereuses. Il faut savoir convaincre les ouvriers du rang et on ne le pourra que si tout communiste devient un exemple dans la lutte quotidienne, que s'il sent battre le pouls des masses ouvrières, que s'il sait généraliser ce qui se trouve encore à l'état embryonnaire dans la tête des ouvriers, que s'il sait par des mots d'ordre simples, clairs et accessibles à tous exprimer ce dont souffre la masse ouvrière dans une entreprise donnée. À ce moment il gagnera la confiance de tous, et les ouvriers sans-parti comme les ouvriers social-démocrates le choisiront de préférence; alors les masses s'engageront derrière les communistes et marcheront au combat. Ce n'est que de cette façon que la question d'une action véritable dans les syndicats peut être résolue.

Dans ces conditions, toute l'action dans les syndicats est uniquement concentrée dans les entreprises diront quelques camarades. Or, que deviennent les congrès, les conférences de délégués d'usine! Est-ce que dans les pays où nous militons dans les profondeurs des syndicats réformistes ou libéraux, les communistes ne doivent pas prendre part à ces congrès et à ces conférences! Il va de soi qu'ils doivent y prendre part. Mais pour pouvoir le faire, il faut que les ouvriers révolutionnaires l'emportent aux élections, et cela n'est possible que si nous avons milité auparavant dans les entreprises, si nous y avons conquis d'influence, si nous avons chassé les mandataires social-démocrates et les avons remplacés par des mandataires révolutionnaires, si nous sommes parvenus à éliminer les fonctionnaires social-démocrates subalternes et à leur substituer des communistes, si nous avons su relever de leurs postes les bureaucrates social-démocrates et mettre à leur place des prolétaires révolutionnaires élus. Autrement dit, plus

énergiquement nous militerons dans les entreprises, plus nous aurons de chances de nous faire envoyer dans tel ou tel congrès et de constituer là une fraction communiste compacte et combative. Sans ce travail préparatoire, il ne peut être question ni de participer aux conférences de délégués d'usine, ni aux congrès, que la direction centrale réformiste veuille ou non reconnaître le délégué révolutionnaire. À l'heure actuelle, les syndicats réformistes ont une façon d'agir qui est très simple : d'une manière générale ils n'admettent pas au congrès les communistes délégués et si un de ceux-ci y pénètre, la police l'expulse de la salle des délibérations. Nous l'avons vu aux États-Unis, en Allemagne, en Angleterre et dans d'autres pays de démocratie bourgeoise. Mais quelles que soient les mesures auxquelles peuvent avoir recours à l'avenir les centres social-fascistes, il n'y a que l'action méthodique, quotidienne, systématique dans les entreprises qui puisse résoudre dans la pratique la question de la participation à telle ou telle conférence de délégués d'usine ou à n'importe quel congrès. Mais que faire si l'on en exclut les ouvriers révolutionnaires délégués ? Aller aux électeurs ouvriers et les soulever contre le banditisme social-fasciste. Si le nombre de délégués exclus ou expulsés du congrès est plus ou moins important, on peut se réunir à part, prendre des résolutions sur les principales questions et employer toutes ses forces dans les fabriques et les usines. De toute façon, dans la mesure où par conquête des syndicats nous entendons la conquête de la masse syndiquée, et non de l'appareil réformiste, dans la mesure où nous entendons conquérir les points d'appui des syndicats réformistes dans les entreprises non en gagnant les fonctionnaires social-démocrates par la persuasion, mais en les éliminant et en les remplaçant par des ouvriers révolutionnaires - l'action dans les entreprises est celle qui décide tout. Peut-on faire partie du bureau d'un syndicat réformiste, « Hirsch-Duncker », catholique ou fasciste ? Certainement qu'on le peut. Mais toute la question est de savoir ce que ce membre du bureau doit faire. Faire un « travail organique » conformément aux directives d'une direction qui nous est hostile ? Jamais. Mais aller en tant que membre du bureau du dit syndicat dans les entreprises et y organiser les ouvriers pour lutter contre le fascisme et le social-fascisme, voilà en l'occurrence en quoi doit consister toute l'action. Dans les pays où il y a des syndicats révolutionnaires, toute notre activité doit être concentrée dans les entreprises. Il faut se rappeler que l'entreprise est la source et le réservoir unique de nos forces. Ainsi, à la question : Que signifie militer dans les syndicats ? je réponds : militer dans les syndicats, c'est militer dans les entreprises. Tout le reste ne vient qu'après.

A. Losovski